

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 25/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RAIGI

Usine d'Arbouville
28310 Rouvray-Saint-Denis

Références : VAT20240524
Code AIOT : 0010000336

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement RAIGI implanté Usine d'Arbouville 28310 Rouvray-Saint-Denis. L'inspection a été annoncée le 23/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RAIGI
- Usine d'Arbouville 28310 Rouvray-Saint-Denis
- Code AIOT : 0010000336
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la formulation et la transformation de systèmes époxydes et

polyuréthanes. Il relève du régime de l'autorisation d'exploiter, ainsi que de la Directive IED (rubrique principale 3410-h).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks et recueil FDS	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.5	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
2	Connaissance des produits - Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.6	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Stockage de matières plastiques rubrique 2662	Code de l'environnement du 27/09/2024, article R181-46	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Respect de distances entre stockages	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.19	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie - poteaux incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.13	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
10	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	2 mois
18	Eaux extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.8	/	Demande d'action corrective	2 mois
19	Eaux d'extinction incendie - Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.8	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Stockage de matières plastiques	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.9.1 et 2.9.2	Susceptible de suites	Sans objet
6	Périodicité de contrôle	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.3	/	Sans objet
8	Plan des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.4	/	Sans objet
9	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Sans objet
11	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
12	Exigences pour les prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
13	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
15	Eaux Pluviales non polluées	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.10	/	Sans objet
16	Eaux ruissellement	Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.12	/	Sans objet
17	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks et recueil FDS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant constituera et tiendra à jour :

- un recueil des FDS des substances et préparations chimiques stockées, utilisées et fabriquées dans l'entreprise présentant des risques pour la sécurité des personnes et pour l'environnement.
- **un inventaire des produits stockés avec leur localisation** dans l'entreprise et faisant apparaître :

- les quantités stockées pour chaque catégorie de risques (liquides inflammables, substances topiques, nocives toxiques ou très toxiques pour l'environnement aquatique...),
- la nature des substances reconnues incompatibles entre elles ou avec l'eau.

Ces documents seront conçus pour être facilement exploitables.

Le recueil et l'inventaire devront être mis en lieu sûr, disponibles rapidement et en toutes circonstances.

Constats :

L'exploitant indique suivre son état des stocks via un ERP, logiciel dans lequel il indique les phrases de risques des produits et les rubriques associées.

Les quantités des produits sont automatiquement mises à jour lors des ordres de fabrication et manuellement mises à jour lors de la réception de commande de produits neufs.

Selon les échanges avec l'exploitant ce logiciel restera accessible depuis les différents bâtiments du site en cas d'incendie localisé avec la présence de serveurs croisés et la présence d'onduleurs pour secourir le réseau informatique. Une copie hebdomadaire des serveurs est également hébergée sur un serveur extérieur au site.

L'exploitant a présenté en séance son état des stocks en date du 19/09/24 :

L'inspection note que l'état des stocks ne permet pas de connaître la localisation des produits.

Au jour de l'inspection, par échantillonnage l'inspection vérifie les quantités indiquées sur le fichier et celles sur le logiciel :

pour le produit 1390, 64 kg en stock au 19/09/24 et 62,7 kg au 27/09/24 sur le logiciel.

Sur le terrain, dans le bâtiment C2, l'inspection constate la présence :

- d'un fût de produit 1095, au 19/09/24 l'état des stocks indique 183KG. Les informations sont cohérentes,
- d'un fût de produit 1440, au 19/09/24 l'état des stocks indique 339KG. L'exploitant vérifie pendant l'inspection qu'un fût est en stock dans les ateliers. Les informations sont cohérentes.

Concernant le classement ICPE du site en fonction des rubriques 4XXX, l'inspection prend note des informations transmises par l'exploitant mais rappelle que l'inventaire comporte un certain nombre d'erreurs (voir ci dessous) qui peuvent modifier les données communiquées, par échantillonnage :

- Rubrique 1436 : 3,791 tonnes < 100 t (NC).
- Rubrique 4510 (dangereux pour l'environnement ; chronique 1) : 2,65t < 20 t (NC).
- Rubrique 4140 (liquides) : 0.376 t < 1 t (NC).
- Rubrique 4511 (dangereux pour l'environnement aquatique, chronique 2) : 31,423 t < 100 t (NC).
- Rubrique 4722 (méthanol) : 67 kg < 50 t (NC).

Remarques de l'inspection concernant les erreurs dans l'état des stocks :

- Les produits doivent être classés selon les phrases de risques et selon une rubrique principale. Au jour de l'inspection, l'exploitant classe les produits selon plusieurs rubriques (cette méthode est majorante). De même les produits nommément désignés ne doivent apparaître que dans leur rubrique propre.
- L'exploitant qui détient selon l'état des stocks 2,5 tonnes de fioul ne l'a pas classé dans la rubrique 4734.
- La rubrique 2630 est lié à une capacité de production. Les produits en stock ne doivent pas être comptabilisés dans cette activité. De plus lors de la dernière visite, il a été précisé que l'activité avait été arrêtée définitivement.

A date ces produits sont à considérer dans la rubrique 4331 :

- Le produit n°135001, classé H 225
- Le produit n° 31150, classé H 225 (ce qui n'est pas fait).

Le produit n°1917 est H411 et H225 il devrait apparaître dans la rubrique 4511 or il est classé dans les rubriques 4331 et 4510. L'exploitant devra vérifier la FDS est faire le bon classement,

En séance la FDS du produit n°1744 est consultée ce produit est classé H318 et H336, il ne devrait pas être classé dans les rubriques 4xxx, or il est classé dans la rubrique 4331.

Concernant le constat de la précédente visite :

- Rubrique 4130 : 1,492 t > 1 t et < 10 t (D) alors que le tableau de classement annexé à l'APC du 11 mars 2022 indique que la quantité totale de toxiques liquides susceptibles d'être présente dans l'installation est de 0,05 t (NC). Nécessité pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'autorisation préfectorale dont il bénéficie, et en parallèle, selon son souhait, de solliciter de régulariser le classement au titre de cette rubrique, en présentant en accompagnement un état au regard des seuils de classement Seveso.

Dans son courrier de réponse du 07/08/23, l'exploitant a indiqué avoir refait un état des lieux des articles qui sont classés H331.

Afin de s'assurer de rester en dessous du seuil de déclaration pour la rubrique 4130, il a décidé d'éliminer 3 fûts (soit 540 kg) du produit n°1457. Toutefois, afin de ne pas dépasser le seuil des 1000 kg d'articles H331, il devrait éliminer également 180 kg du produit n°1460. Par courrier de

réponse du 26/03/24, l'exploitant a indiqué avoir sorti du stock les 180 kg de l'article 1460 et les 540 kg de l'article 1457.

Sur la base de l'extraction des stocks fournis par l'exploitant en date du 19/09/2024, les produits H331 représentent un total de 622 kg sous le seuil de la déclaration (quantité maximisée par exemple avec le comptage du Méthanol qui est une substance nommément désignée):

Le produit n°1390 => 64 kg

Le produit n°1457 =>202 kg

Le produit n°1460 =>105 kg

Le produit n°1465 =>51kg

Le produit n°1743 =>67kg

Le produit n°60345 =>132kg

A la demande de l'inspection, l'exploitant présente les justificatifs de l'enlèvement des produits n°1457 et n°1460 :

- BSD-20240718-8V1WT75ZV enlèvement du 22/07/24

- Code déchet : 06 02 05*

- Dénomination usuelle : AMINES

- 4 fûts Quantité présentée nette : 0.7 tonne(s)

L'écart de la précédente visite est levé.

L'inspection précise qu'elle n'a pas porté sur les règles de calcul des seuils SEVESO. Pour ce faire, l'attention de l'exploitant est attirée sur le fait qu'un même produit peut être comptabilisé au titre de plusieurs sommes, selon ses caractéristiques.

Constat : L'inventaire des produits stockés doit être mis à jour (phrases de risques, rubriques ICPE). L'inventaire ne permet pas de connaître la localisation des produits stockés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Connaissance des produits - Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.6
Thème(s) : Produits chimiques, Connaissance des produits
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail.</p> <p>Les récipients, fûts et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de terrain le 22 mai 2023, il a été constaté, dans le bâtiment C2, la présence d'un certain nombre de vieux fûts dont l'étiquetage n'était pas conforme au règlement CLP.</p> <p>Dans son courrier réponse du 07/08/23, l'exploitant a indiqué qu'il disposait d'un stock de fûts de produits dont il se servait très peu et qui étaient encore étiquetés selon l'ancienne réglementation. Ces fûts ont été ré-étiquetés selon le règlement CLP.</p> <p>Par échantillonnage l'inspection demande à consulter les FDS :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du produit 1009 - Glycérine - Pas de mention de danger - sur le terrain l'étiquetage est conforme - du produit 1095 - Voranol- H317/H319 - sur le terrain le fût présente bien le pictogramme « point d'exclamation », - du produit 1440 - DISPERBYK, la FDS présentée contient les anciennes mentions de danger R52/R53 (la FDS n'est pas à jour) Nocif pour les organismes aquatiques, peut entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique ce qui pourrait correspondre à H413 ou H412. <p>Pendant la visite du bâtiment C2, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de fûts dont l'étiquetage n'est pas conforme au règlement CLP. L'écart de la précédente visite est maintenu, - la présence du produit 1315 - DETA - la FDS présentée pour ce produit datant de 2008 n'est pas à jour, - la présence du produit 1795 - Moulinet - la FDS présentée pour ce produit indique les mêmes pictogrammes que ceux constatés sur le terrain. <p>Constat : L'exploitant ne dispose pas toujours de FDS à jour des produits détenus. Dans le bâtiment C2 dédié au stockage de produits chimiques, il est constaté la présence de fûts dont l'étiquetage n'est pas conforme au règlement CLP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Stockage de matières plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.9.1 et 2.9.2

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

2.9 - Prescriptions particulières relatives au stockage de matières plastiques et résines synthétiques autres que les polyoléfinés, polystyrène, polyesters, polycarbonates

Sont concernés par les prescriptions suivantes :

- le stockage de mousses polyuréthannes expansées , regroupées dans le magasin de stockage et d'expédition du bâtiment A (100 m³) ;
- le stockage de récipients métalliques surmoulés en polyuréthane dans le local D 3 (300 m³) ;
- le stockage de formulations polyuréthannes sur le lieu de production de l'activité de transformation dans le bâtiment A (2 m³) ;
- le stockage en vrac de résines époxydes dans une cuve de 30 m³ dans l'atelier C2 et dans une cuve de 1 200 litres dans l'atelier C1, et le stockage en fûts sur l'aire de stockage extérieur à côté du bâtiment C et sur rack dans le bâtiment B3 (50 m³).

2.9.1

Des passages libres d'au moins 2 mètres de largeur, entretenus en état de propreté, seront réservés entre chaque zone de stockage, ainsi qu'entre celles-ci et les murs de clôture, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité, en cas d'incendie.

En particulier le volume unitaire de matières plastiques expansées de chaque zone de stockage ne dépassera pas 20 m³ et la hauteur stockée sera limitée à 3 mètres,

2.9.2

Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à moins de 2 mètres des stocks de matières plastiques expansées.

Constats :

Lors de la précédente visite, l'inspection constate que l'exploitant ayant réorganisé ses stockages

dans les bâtiments du site, le descriptif des stockages tel que présenté à l'article 2.9.1 de l'arrêté préfectoral d'Autorisation du 22/11/96 ne semble plus refléter la réalité des installations et ne semble donc plus adapté.

Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de matières combustibles à moins de 2 mètres des stocks de sachets de résine expansée. Les espaces libres au moins 2 mètres de largeur entre chaque zone de stockage ne sont pas forcément respectés.

Dans son courrier de réponse du 07/08/23, l'exploitant a indiqué qu'il allait réaménager la zone de stockage du bâtiment E pour respecter la distance d'au moins 2 mètres. Un espace d'au moins 2 mètres sera laissé entre les racks de stockage et les palettes stockées au sol ainsi qu'entre chaque zone de stockage.

Lors de la présente visite de terrain du bâtiment E, l'inspection constate la présence de plusieurs îlots où sont stockés des matières plastiques (sachet bi-poche de résine époxy et polyuréthane) ainsi que des racks de stockage de carton pour l'emballage des produits finis.

L'inspection constate, comme lors de la précédente visite, la présence de matières combustibles à moins de 2 mètres des stocks de matières plastiques. Les espaces libres au moins 2 mètres de largeur entre chaque zone de stockage ne sont forcément respectés du fait des stockages au sol. Cependant, la prescription de l'arrêté préfectoral était spécifiquement dédiée à l'activité de stockage de matières plastiques sous la rubrique 2662 à Autorisation. Or depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 2022, cette rubrique a été déclarée non classée sous le seuil des 100 m³.

Constat : En l'état actuel des prescriptions, cette situation constitue une non-conformité. Si l'exploitant souhaite une modifications des prescriptions, il lui appartient de solliciter ces modifications, en y joignant les éléments d'appréciation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockage de matières plastiques rubrique 2662

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2024, article R181-46

Thème(s) : Situation administrative, situation administrative

Prescription contrôlée :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

Depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 mars 2022, cette rubrique a été déclarée non classée sous le seuil des 100 m³.

Dans le bâtiment E, l'exploitant indique avoir installé depuis la dernière visite un nouveau rack de stockage. L'inspection estime que ce rack a un volume d'environ 60 m³ (10*2*3). À proximité de celui-ci un stockage au sol de matières plastiques représente un volume d'environ 4 à 5 m³. Un autre rack d'égalemont environ 60 m³ contient divers produits et des matières plastiques en carton. Dans le bâtiment E divers stockages au sol de matières plastiques sont constatés.

Compte tenu des constats de l'inspection concernant le stockage de polymère dans le bâtiment E, l'exploitant devra démontrer qu'il ne dépasse pas le seuil de la déclaration pour la rubrique 2662 (stockage de polymère) à savoir 100 m³ ou transmettre à la préfecture une déclaration pour cette rubrique.

L'inspection rappelle à l'exploitant que dans le cas où il dépasserait le seuil de la déclaration, l'arrêté ministériel du 14/01/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]) sera applicable.

Constat : L'exploitant doit justifier de quantités de matières plastiques stockées sous les seuils de la rubrique 2662 ou déclarer cette rubrique dans un porter à connaissance. Il joindra également un état de la situation de son établissement au regard des autres rubriques susceptibles d'être concernées, rubrique 1510 notamment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Respect de distances entre stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 2.12.19

Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'éloignement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/05/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les substances et préparations toxiques seront distantes de plus de 8 mètres des substances inflammables ou en seront séparées par un écran pare feu de degré 2 heures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat : Dans le bâtiment de stockage des produits C2, il y a encore des fûts n'étant pas correctement étiquetés. Ainsi l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la règle des 8 mètres entre substances de nature toxique et substances de nature inflammable.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Périodicité de contrôle

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La périodicité des contrôles et vérifications, réalisés par des techniciens compétents ou des organismes de contrôle qualifiés, est au minimum la suivante :[...]</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> Dispositifs contre l'intrusion : 6 mois <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection constate que la périodicité de contrôle de la détection anti-intrusion est annuelle (au lieu d'être semestrielle).</p> <p>Dans son courrier de réponse du 07/08/23, l'exploitant a indiqué avoir contacté son prestataire pour la détection anti-intrusion et un avenant au contrat va être réalisé pour une vérification semestrielle.</p> <p>Suite à courrier de demande de compléments de la DREAL en date du 16/02/24, l'exploitant a transmis par courriel du 26/03/24 un extrait de l'avenant au contrat anti-intrusion (passage à fréquence semestrielle).</p>

Documents consultés :

- Certificat d'intervention du 09/05/2023 Numéro CI : 766202-01 - Prestation maintenance

CR: Visite d'entretien et raccordement au centre de télésurveillance Eryma.

Essais fonctionnement correct.

État du système opérationnel

Suite à donner Faire devis pour remplacement de la batterie du chargeur barrière infrarouge

- Certificat d'intervention du 23/10/2023 /Numéro CI: 686928-01 - Prestation maintenance

CR : Visite d'entretien du système intrusion :

- Contrôle batterie : Centrale bat A 13,5V / 1,1A ; Sirène bat A 11V / 0,9A ; Centrale bat B 13,9V / 1,2A ; Sirene bat B 5,4V / 0,5A ;

Centrale bat C 2x 13,8V / 1,2A ; Centrale bat D 13,7V / 1,2A ; Sirene bat D 13,9V / 1,2A.

- Vérification du bon fonctionnement des différents points de détection en relation avec le pc télésurveillance et transmission : ok

- Vérification de fonctionnement des sirènes : ok

- Vérification des AP centrale et sirène : ok

- Vérification mise hors tension : ok

- Vérification perte communication : ok

État du système opérationnel

Suite à donner En 2024, lors de la prochaine visite d'entretien, prévoir le remplacement des batteries sirènes du bâtiment A et B.

- Certificat d'intervention du 10/01/2024 /Numéro CI: **790078-01** - Prestation Maintenance

CR : Intervention sur le système intrusion BAT A ET B pour changement des numéros de téléphone surtaxés en 0800.

Programmation des nouveaux numéros de téléphone des baies de télésurveillance ok.

Changement de la batterie sirène intérieure bâtiment B,

La batterie est hors service, changement de la batterie, Fonctionnement ok.

Suite à donner Faire devis pour changement de la batterie de la sirène intérieure du bâtiment B

- Certificat d'intervention du 27/05/2024 /Numéro CI: 809487-01 - Prestation dépannage

CR : Problème transmission secours GSM, securitrans plus maintenable la société n'existe plus.

Suite à donner Devis nécessaire au remplacement de la centrale Master, ou transmetteur GSM.

- Certificat d'intervention du 03/07/2024 /Numéro CI: 813575-01 - Prestation maintenance

CR: Suite changement centrale :

test des points de détection OK

test transmission télésurveillance et télémaintenance OK

Suite à donner Sirène intérieur à changer

- Certificat d'intervention du 03/07/2024 / Numéro C I: 813576-01 - Prestation maintenance

<p>CR: Maintenance préventive suite aux changements de centrales. Bâtiment AB et C: Tests de toutes les zones de détections. Contrôle batterie sirène intérieure et extérieure La sirène intérieure n'est pas compatible avec la nouvelle centrale. Bâtiment D: Tests de tous les points de détection. Contrôle batterie sirènes. Il y a une sirène HS derrière le local informatique côté atelier. Suite à donner : Faire un devis pour changement des sirènes intérieures côté bâtiment A bureaux.</p> <p>- Certificat d'intervention du 26/08/2024 Numéro CI: 815687-02 - Prestation dépannage CR :Remplacement de la sirène des bureaux du bâtiment A et de 2 sirènes au bâtiment D Modification des libellés de zone comme vue dans votre mail transmis du 26/07/24. État du système au départ Opérationnel</p> <p>- Certificat d'intervention du 26/08/2024 Numéro CI: 815697-02 - Prestation maintenance CR : Intervention pour remplacement de la carte du DGP4 sur l'extension de la centrale des bâtiments A/B État du système au départ Opérationnel</p> <p>Constat : Pas d'écart relevé. L'écart de la précédente visite est levé.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie - poteaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.6.13
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 22/05/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant pourvoit les installations d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés, conformes aux normes en vigueur, bien visibles et facilement accessibles. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. [...] Par ailleurs, en complément du poteau incendie situé au Nord du bâtiment B et relié à la réserve communale de 150 m³, une réserve d'eau d'une capacité minimum de 500 m³ sera aménagée conformément aux dispositions prises par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol</p>

suffisante pour supporter un véhicule de 130 kilo-newton et ayant une superficie minimale de 32 m² (8m x 4m).

Constats :

Lors de la dernière visite, consultation en séance du listing des PI de la commune de Rouvray-Saint-Denis ayant fait l'objet d'un contrôle. Les 5 PI dédiés à la sécurité incendie du site RAIGI ont été déclarés comme non-conformes et quatre d'entre eux nécessitent des réparations. En particulier, le PI n°13 vérifié le 21/04/21 (à proximité des cuves de propane de RAIGI) ainsi que le PI n°15 vérifié le 12/04/21 (au niveau du bâtiment C bis) ne sont pas alimentés en eau. L'exploitant mènera les actions correctives nécessaires et transmettra les justificatifs afférents à l'inspection des installations classées.

Dans son courrier de réponse du 07/08/23, l'exploitant a indiqué que pour les PI n° 13 et n°15, il était normal que lors du contrôle, ils n'aient pas été détectés alimentés en eau car ces PI sont ne sont pas des PI sous pression. Le PI 13 est alimenté par une pompe électrique branchée sur la réserve d'eau de 500 m³ de la commune. Le PI 15 est alimenté par une canalisation sèche le reliant à la réserve d'eau de 150 m³ de la commune située à l'ouest d'Arbouville.

Suite à la demande complémentaire de la DREAL par courrier du 16/02/24, l'exploitant a transmis par courriel du 26 mars 2024 le dernier rapport de contrôle hydraulique des PI de la commune de Rouvray Saint-Denis. Ce document confirme que les PI n°12 et 14 rue de la Chapelle ont toujours un débit insuffisant (inf à 60 m³/h sous P 1 bar). Des actions de mise en conformité restent à engager (COM COM et mairie ne sont pas d'accord).

Documents consultés :

Rapport d'intervention - contrôle hydraulique des points d'eau incendie - Mairie de Rouvray-Saint-Denis mai 2024

Concernant les PI 11/12/14 - tous les débits sont inférieurs à 60 m³/h sous P 1 bar.

(remarque le PI N°10 est en dehors du site)

Le rapport de l'inspection des installations du 12 septembre 1996, concernant la demande d'autorisation indiquait en conclusion : "les deux poteaux incendie existants sur la voie publique présentant un débit insuffisant, une réserve d'eau de 500m³ sera aménagée à proximité du bâtiment D; elle viendra en complément du poteau incendie alimenté par la réserve communale de 150m³".

L'écart de la précédente concernant le débit insuffisant des poteaux incendie est abandonné.

L'inspection prend note que :

- le poteau N°13 est relié à la réserve de 500 m³. Le volume de celle-ci a été contrôlé lors de la précédente visite. Au jour de la présente visite, l'inspection constate qu'elle est remplie et qu'elle dispose de 2 branchements pour les secours.

L'exploitant indique également que la pompe électrique décrite ci-dessus est hors service le jour de l'inspection. L'exploitant devra définir quels sont les moyens mis en œuvre pour utiliser cette réserve. Le poteau N°13 avec une pompe et/ou les branchements à proximité de la réserve.

- le Poteau n°15 est alimenté par une canalisation sèche le reliant à la réserve d'eau de 150 m³ de la commune située à l'ouest d'Arbouville. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que cette réserve contient au jour de l'inspection 150 m³ d'eau, il devra se rapprocher de la mairie gestionnaire de cette réserve. De plus, l'exploitant a indiqué ne disposer d'aucun moyen de type pompe surpresseur pour la mise en œuvre de cette réserve à près de 300 mètres (distance entre le poteau et la réserve).

L'inspection rappelle que dans le dossier de demande d'autorisation de 1996, il était prévu, une pompe installée au niveau de la réserve pour alimenter la canalisation et une pompe permettant la recharge de la réserve à partir d'un forage agricole. L'exploitant doit être en mesure de justifier de la présence et du fonctionnement correct de ces pompes.

Constat : L'exploitant ne peut pas justifier de moyens d'extinction incendie adapté au risque à défendre (niveau de la réserve, pompe...).

A toutes fins utiles, l'exploitant pourra calculer le volume d'extinction nécessaire pour le site. Il pourra utiliser le document D9 du CNPP (intitulé « Guide pratique d'appui en dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie » en date de juin 2020 et disponible sur internet).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Plan des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.8.4

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés .

Le plan des réseaux de collecte des effluents, doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques.

Il est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

[...]

<p>Arrêté Préfectoral 22/11/1996, article 1.2.5</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Documents consultés : Plan réseau abcde collecte eau pluie et sanitaire, révision du 09/03/2023</p> <p>Ce plan fait apparaître : - les différents réseaux de collecte (EP, EP avec débourbeur, EU) - les 3 séparateurs hydrocarbures - la vanne d'isolement du bassin d'infiltration du bâtiment E - les 2 bassins d'infiltration et le fossé d'infiltration</p> <p>Constat : Pas d'écart relevé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Liste des substances PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé des analyses sur les 20 PFAS obligatoires et les 8 PFAS optionnels.</p> <p>Il a effectué des recherches sur les matières premières utilisées sur le site qui ne contiennent à priori pas de PFAS selon leur analyse à l'appui des FDS et suite à une demande auprès des fournisseurs.</p> <p>Notamment concernant les démoulants, il est indiqué : « <i>Les fournisseurs de démoulant (produit pouvant potentiellement contenir des PFAS) ont été interrogés sur la présence de PFAS dans les produits que nous leur achetons. D'après leurs réponses aucune substance PFAS n'est présente.</i> »</p> <p>Constat : Pas d'écart relevé.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées.

Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Les mesures ont été réalisées sur les rejets des eaux de refroidissements. Le point de contrôle se situe à l'ouest du bâtiment B. Il se situe au niveau du regard en aval de l'installation de refroidissement.

L'exploitant a considéré que les eaux de ruissellement ne pouvaient pas être contaminées, pas d'utilisation de mousses d'extinction incendie.

1^{ère} campagne de mesure a été réalisée du 19/09 au 20/06 2024

2^{ème} campagne de mesure a été réalisée le 23/07/2024

3^{ème} campagne de mesure a été réalisée du 26 et 27/08/2024

Seuls les résultats des 2^{èmes} campagnes sont disponibles.

Sur les 2^{èmes} campagnes tous les paramètres ont fait l'objet d'analyses.

Constat : Au jour de l'inspection, l'exploitant ne peut justifier de l'analyse de la 3^{ème} campagne de mesure PFAS réalisée du 26 au 27/08/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés

Prescription contrôlée :

Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

Constats :

L'inspection consulte les rapports suivants :

-rapport d'analyses n° D240611872

les éléments sous accréditations sont notés

-rapport d'analyses n° D240715084

les éléments sous accréditations sont notés

Constat : Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Exigences pour les prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement

Prescription contrôlée :

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures.

Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.

Constats :

L'inspection consulte les rapports suivants :

- rapport d'analyses n° D240611872

Bilan 24H du 19 au 20/06/2024 de 9H à 9H

Prélèvement 24h (asservi au temps) norme FD T90-523-2

- rapport d'analyses n° D240715084 Bilan 24H du 23 au 24/07/2024 de 11H30 à 11H30 Prélèvement 24h (asservi au temps) norme FD T90-523-2
Constat : Pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Précisions des mesures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée : Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats : L'inspection consulte les rapports suivants : - rapport d'analyses n° D240611872 LQ AOF 2µg/L LQ PFAS 0,1µg/L - rapport d'analyses n° D240715084 LQ AOF 2µg/L LQ PFAS 0,1µg/L Constat : Pas d'écart relevé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déclaration des résultats GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats :

L'inspection constate la présence des résultats des 2^{èmes} campagnes de mesures sur GIDAF. Seules les 20 substances obligatoires sont renseignées.

Constat : Tous les paramètres mesurés (20 + 8 substances) ne sont pas renseignés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Eaux Pluviales non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.10

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Par exception à l'interdiction stipulée au § 1.2.8 alinéa 2, les eaux pluviales non polluées, canalisées, collectées par le réseau spécifique interne à l'entreprise, seront évacuées dans le milieu naturel par des bassins faisant office d'ouvrage d'infiltration.

Les eaux de toiture du bâtiment C pourront être rejetées dans le fossé d'infiltration aménagé au Nord du site.

Les eaux de toiture du bâtiment D seront dirigées vers le fossé drainant situé sur les contours est et nord du bâtiment ou vers le bassin déversoir d'orage de 200 m³.

(1.2.8 - L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, doivent être confinées.)

Constats :

Documents consultés :

Plan réseau abcde collecte eau pluie et sanitaire, révision du 09/03/2023

Ce plan fait apparaître :

- les 2 bassins d'infiltration et le fossé d'infiltration décrits.

L'inspection pendant la visite de terrain a constaté la présence de ces éléments.

Constat : Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Eaux ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.12
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux de ruissellement provenant des aires de stockage extérieur, susceptibles de recevoir accidentellement des produits chimiques et autres polluants, seront collectées et évacuées dans le bassin de confinement de 500 m³ prévu au § 1.2.8.</p> <p>Les eaux de ruissellement non polluées provenant des aires de stockage extérieur seront évacuées conformément au paragraphe 1.2.10.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Documents consultés :</u></p> <p>Plan réseau abcde collecte eau pluie et sanitaire, révision du 09/03/2023, Plan réseau abcde collecte eau rétention, révision du 09/03/2023.</p> <p>Ces 2 plans font apparaître respectivement les réseaux d'eaux pluviales et les réseaux de récupération des eaux vers le bassin de confinement.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant explicite le fonctionnement de la collecte des eaux de ruissellement sur les zones de dépotage.</p> <p>L'inspection consulte la procédure concernant la zone de dépotage du bâtiment D.</p> <p><u>Documents consultés :</u></p> <p>Fiche instruction, dépotage isocyanate vrac du bâtiment D</p> <ul style="list-style-type: none"> -mise en rétention de la zone avant début du dépotage pour qu'une éventuelle fuite soit collectée dans la cuve de 10 m³, -hors période de dépotage les eaux de ruissellement de la zone de dépotage sont dirigée vers le bassin de confinement. <p>Constat : Pas d'écart relevé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, eaux
Prescription contrôlée :

Les dispositions des sections III et IV s'appliquent aux rejets d'eaux pluviales canalisés. Toutefois l'arrêté d'autorisation peut ne fixer des valeurs limites que pour certaines des caractéristiques prévues.

II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Cette disposition ne concerne pas les aires de stationnement des véhicules exclusivement légers. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Documents consultés :

Plan réseau abcde collecte eau pluie et sanitaire, révision du 09/03/2023,
Les 3 séparateurs sont positionnés sur le plan.

L'exploitant fournit le bon d'intervention du 10/11/2023, sur les 3 séparateurs ainsi que les analyses réalisées sur les échantillons dans les 3 séparateurs:

- séparateur C2
- séparateur D
- bassin bâtiment D

Constat : Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Eaux extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.8

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, doivent être confinées.

A cet effet, les bâtiments C et D seront reliés à un bassin de confinement étanche aux produits qu'il pourrait contenir, d'une capacité minimum de 500 m³.

Pour l'existant (bâtiment B et hangar H), une étude :

- en vue d'évaluer le plan actuel de récupération et d'écoulement des eaux d'extinction incendie et des eaux pluviales de ruissellement ;
- de définir les dispositifs et équipements appropriés pour confiner ces eaux, ;

devra être réalisée et transmise au service d'inspection des Installations Classées.

Constats :

L'inspection rappelle que l'adéquation du volume des bassins de rétention n'a pas fait partie des contrôles réalisés pendant cette inspection.

Lors des précédentes visites, il a été indiqué qu'au vu des éléments transmis par courriel du 23 avril 2013 de la société RAIGI, la capacité de confinement des eaux d'extinction incendie des bâtiments C et D est conforme à celle prescrite par l'arrêté préfectoral du 22/11/96 : 502 m³ disponibles pour 500 m³ prescrits. Les 250 m³ indiqués pour le confinement des eaux d'extinction qui seraient issues du bâtiment B ou du bâtiment E sont constitués par le sol de chacun des bâtiments B et E et une cuve de confinement. Concernant le bâtiment A, la rétention du bâtiment assuré par des bourrelets de 8 cm et le raccordement à la rétention de 230m³ du bâtiment E.

Documents consultés :

Plan réseau abcde collecte eau rétention, révision du 09/03/2023.

Concernant le confinement des eaux :

Ce plan fait apparaître les zones collectées et les bassins de rétention existants.

Une seule vanne barrage est indiquée sur ce plan. Il s'agit de la vanne au niveau du bassin d'infiltration du bâtiment E. Pendant la visite de terrain un test est réalisée sur cette vanne le test est concluant.

La visite de terrain et les plans indiquent que les eaux de ruissellement autour du bâtiment D notamment, sont dirigées vers les fossés d'infiltration et le bassin d'infiltration au Nord du site sans possibilité d'obturation des réseaux en cas d'incendie.

Constat : L'exploitant ne peut justifier que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, seront confinées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/1996, article 1.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, doivent être confinées.</p> <p>A cet effet, les bâtiments C et D seront reliés à un bassin de confinement étanche aux produits qu'il pourrait contenir, d'une capacité minimum de 500 m³. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Concernant le bassin de rétention de 500m³ objet de la visite de terrain. Au jour de la visite celui-ci est pour partie rempli d'eau et la présence de végétation est constatée. Cette végétation risque de compromettre l'étanchéité du bassin.</p> <p>Constat : Le bassin de rétention contient de l'eau ce qui diminue sa capacité en dessous des 500m³ requis.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois